# VOTRE RÉGION

L'ACTUALITÉ DE LA SAVOIE ET DE SES ENVIRONS

**SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE**

## Bonjour les odeurs !

■ En centre-ville de Saint-Jean, les habitants se plaignent de ne plus pouvoir ouvrir leurs fenêtres ! Les odeurs de goudron sont trop fortes. Déjà le 19 juillet, Roland Merloz, le maire avait écrit au préfet pour se plaindre de ces émanations en provenance de la centrale d'enrobés à chaud, exploitée par Eurovia Alpes à l'entrée de la ville. Le préfet avait alors demandé à la société d'installer les équipements de captation adéquats immédiatement. Mais depuis rien n'a changé. Mercredi, Roland Merloz a réécrit au préfet…

**LESCHERAINES**

## Cérémonie demain à 10 heures

■ Trois ans jour pour jour après le drame, familles des victimes et habitants des Bauges se rassembleront pour une cérémonie de commémoration de l'incendie du centre équestre de Lescheraines qui a coûté la vie à huit jeunes gens âgés d'entre 12 à 23 ans dans la nuit du 4 au 5 août 2004. Cette fois, les proches pourront se recueillir devant une stèle du souvenir, qu'ils ont tant espéré voir érigée en face du centre équestre reconstruit. Elle a été installée le 9 juillet dernier. La cérémonie, elle, a lieu à 10 heures demain, samedi 4 août, et non pas à 18 heures, comme annoncé par erreur dans nos colonnes, hier.

MERIBEL-MOTTARET
GRANDE BRADERIE D'ÉTÉ
Samedi 4 août
Des affaires formidables à des prix incroyables!
734682321

**APRÈS LA MORT DE 478 BREBIS À MONTSAPEY** La profession se mobilise

# Les agriculteurs en grève

**SAVOIE**

Depuis mardi, les organisations professionnelles agricoles de Savoie refusent de participer aux réunions proposées par l'État. Elles lèveront cet embargo contre la promesse d'un rendez-vous avec le président de la République.

Depuis l'attaque du troupeau de Luc Etellin le 19 juillet à Montsapey et la mort de 478 brebis, la colère des éleveurs du département gronde et s'amplifie. Au point de déclencher ce mouvement unitaire rassemblant les syndicats, la chambre d'agriculture, les groupements, les filières… Jean-Marc Guigue, le président de la FDSEA (fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) s'en fait le porte-parole: «Depuis des années, les éleveurs ont adopté un comportement responsable. En Maurienne, 80% du cheptel est protégé: patous, bergers, regroupement des troupeaux dans des parcs la nuit. Mais les attaques continuent. Nous sommes dans une impasse totale ! Nous exigeons une vraie décision politique et la renégociation du statut du loup.»

La profession se sent en danger. Jean-Marc Guigue accuse le coup: «Les éleveurs sont de plus en désociabilisés.» Leurs patous dérangent leurs voisins, attaquent les promeneurs, mordent les vététistes. Les plaintes pleuvent.

Les éleveurs savoyards sont solidaires de Luc Étellin et appellent leurs collègues de tout le pays à rejoindre leur mouvement. Photos archives Le DL

En septembre, Luc Étellin comparaîtra au tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne parce que l'un de ses chiens de protection a divagué dans un village. L'éleveur ne sera pas seul à la barre. Les organisations syndicales annoncent qu'elles soutiendront «les éleveurs dans toutes les difficultés». Elles promettent aussi d'engager des poursuites juridiques pour faire amender des textes nationaux et internationaux.

Parallèlement, les agriculteurs veulent créer un mouvement national pour rassembler tous les professionnels victimes des grands prédateurs, des loups comme des ours. «Nous voulons être reconnus comme une force de proposition, être entendus» martèle Jean-Marc Guigue qui ne regrette pas de ne pas avoir participé à la réunion du "groupe loup" mercredi (lire ci-contre).

### « Beaucoup de bavardage, peu de résultats »

« Chaque fois, c'est pareil : beaucoup de bavardage, peu de résultats. On a l'impression qu'ils cherchent à gagner du temps et pendant ce temps, les prédateurs gagnent du terrain.»

Tandis que la mobilisation s'organise et que les rangs se resserrent, Patrice Jacquin, président de la chambre d'agriculture, tape du poing sur la table. Encore une fois ! Comme ses collègues agriculteurs, il ne supporte pas la détresse et les conditions de travail actuelles de Luc Étellin sur l'alpage du carnage. « J'ai fait ce mercredi, la demande officielle au préfet de déclencher le protocole de tir dans cet alpage. » Dans la nuit de mardi à mercredi, une nouvelle attaque s'est produite. Une brebis blessée à la patte lors du dérochement du troupeau a été dévorée. Toutes les conditions du protocole sont réunies. Et les éleveurs ne veulent plus entendre les interrogations de certains : « Etes-vous sûr que c'est un loup ? » A ceux-là, Jean-Marc Guigue répond : « Et le patou, qu'on a dû faire euthanasier, vous pensez que c'est un mouton qui l'a mordu ! »

**Laurence VEUILLEN**

**REPÈRES**

**LES CHIFFRES**

■ En 2006, 120 attaques de loups, et 630 victimes, ont été indemnisées en Savoie. En 2007, 40 attaques ont déjà été comptabilisées.

**LES LOUPS**

■ Le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, convient qu'il y aurait environ 120 loups dans les Alpes. Les éleveurs tablent sur près de 200. Outre les meutes déjà connues en Maurienne, notamment à Valloire, deux nouvelles viennent d'être identifiées avec certitude par les services de l'État, dans les Bauges et en Tarentaise.

**GROUPE LOUP**

■ Le groupe loup rassemble des représentants des organisations professionnelles de l'arc alpin, des associations de protection de l'environnement, des représentants des parcs régionaux, des directions de l'agriculture et des forêts, des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie, des députés, des scientifiques, des préfets…

## Luc Étellin compte sur Nicolas Sarkozy

Luc Étellin a du mal à trouver le sommeil. Encore sous le choc de l'attaque du 19 juillet, il n'arrive pas à se projeter dans l'avenir. Continuer cette activité ou arrêter.

Pour faire quoi ? «Je fais ça depuis l'âge de 18 ans. C'est ma passion. Ça a toujours été une joie de monter en alpage. Aujourd'hui c'est fini.» Il ne sait pas encore si en septembre, il rachètera des brebis pour compléter son troupeau.

Mercredi matin, encore, il a retrouvé une brebis morte. «Elle a été serrée au cou. Elle a des traces de crocs sur chaque épaule et a été mangée au gigot.» L'office national de la chasse a fait les constats d'usage mercredi soir. Et depuis, les corbeaux assurent le nettoyage de la carcasse.

L'éleveur est tenté de descendre les 450 bêtes qui lui restent sur les 951 que comptait son troupeau début juillet. Mais il espère que le protocole de tir sera activé.

«Changer d'alpage, ce serait repousser le problème.» Comme toute la profession, Luc Étellin compte sur Nicolas Sarkozy… «Il faut une position claire de l'État. C'est ce que j'ai dit à Michel Barnier, le ministre de l'Agriculture, lorsqu'il m'a téléphoné. Faut savoir si en France on veut du loup ou du mouton !

Faut se demander pourquoi les Alpes ne partageraient pas leurs meutes de loups avec le reste du territoire!»

Alors il attend. Il n'a pas de nouvelle des autorités. Mais il sait qu'il touchera l'indemnisation prévue pour les attaques de loups, même si les prélèvements n'ont pas encore livré leur verdict. Il sait aussi que le vétérinaire qui a euthanasié son patou affirme qu'il a été mordu à la gorge par un grand canidé ou un loup.

**L.V.**

Luc Étellin espère que le protocole de tir va être déclenché.

## 35 % de victimes en plus

Le président de la chambre d'agriculture (au micro) et le député Michel Bouvard (assis) promettent qu'ils ne baisseront pas les bras.

Le "groupe loup" s'est réuni mercredi sans les organisations professionnelles savoyardes en grève mais leurs collègues du reste des Alpes étaient présentes.

Les éleveurs ont découvert, sans grande surprise, que le nombre d'attaques augmente. «Après deux années de stagnation» commente Franck Deny, président de la fédération régionale ovine du sud-est et représentant professionnel dans les Hautes-Alpes, «le bilan à mi-parcours de l'année 2007 est mauvais.

Les attaques ont augmenté de 15% et le nombre des victimes de 35%.» La Savoie est le département où la progression est la plus forte.

Autre mauvaise nouvelle : les attaques de loups concernent deux nouveaux territoires, l'Ardèche et le Jura. Face à ce constat, les organisations professionnelles «ont demandé à l'État français de se prononcer sur des objectifs, de fixer une limite à la prolifération quantitative et géographique du loup» rapporte Franck Deny.

«J'ai l'impression qu'ils sont en train de s'apercevoir que le problème devient grave» souligne le député savoyard Michel Bouvard qui participait à la réunion. «Il y a un début de prise de conscience.»

Michel Bouvard a d'ailleurs saisi l'occasion de la visite de Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, pour mettre l'accent sur quelques données du problème qui ont eu l'air de faire mouche. «J'ai expliqué que les mesures de protection qui imposent le regroupement des troupeaux, augmentent le risque de dérochement et incitent les éleveurs à abandonner l'élevage extensif pour des pratiques intensives…» Au risque de voir les alpages de montagne abandonnés.

Par contre quand il a demandé le déclassement du loup des espèces protégées, le député savoyard n'a pas déclenché «d'enthousiasme!»

Ce "groupe loup" a tout de même débouché sur quelques décisions encourageantes… Un groupe de travail commun aux ministères de l'Environnement et de l'Agriculture sera créé pour se pencher sur le risque de développement de l'élevage intensif. D'autre part, si la secrétaire d'État ne s'est pas prononcée sur l'exclusion du loup de certains secteurs, elle a demandé à la commission de réfléchir à l'assouplissement du déclenchement du protocole de tir pour les zones escarpées comme Montsapey. Aujourd'hui, en Maurienne, il peut être immédiat dans quatre communes : Bramans, Jarrier, Valloire et Valmeinier.

Dans les autres, il faut attendre une décision préfectorale qui fait suite à plusieurs attaques successives.

Le groupe interministériel devrait se réunir d'ici l'automne. Il n'y aura peut-être rien de neuf d'ici la fin de l'estive…

**L. V.**

Salon ANIMALIA
Exposition et Vente de plus de 400 chiots et de quelques Chatons et Rongeurs
présentés par leurs éleveurs (pas de revendeurs Accord D.D.S.V.)
Présence d'un comportementaliste animalier.
Diverses animations pour enfants
Accessoires - Alimentation - Gadgets.

Samedi 4 et dimanche 5 août
Entrée interdite aux animaux visiteurs
SEYNOD Cap Periaz - 10h à 19h
744773774

CONÇU ET DÉVELOPPÉ AU PAYS DES ACCORDS DE KYOTO
CONSOMMATIONS MIXTES : DE 6,7 À 6,9 L/100 KM
FILTRE À PARTICULES

À découvrir au Salon 4x4 de Val d'Isère
Garantie 3ans
NOUVEL OUTLANDER DI-D 140 CH - À PARTIR DE 28 999 €
www.mitsubishi-motors.fr
MONT-BLANC Automobiles
CHAMBÉRY - VOGLANS
route du Bourget du Lac
ZA la Prairie - 04 79 35 08 64
734757995